

ÉCOLOGIE

ET DÉPASSEMENT DU CAPITALISME



MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

NOUS SOMMES DES LUTTES ÉCO

Mettre en lumière le lien pour nous indissociable entre l'écologie et le dépassement du capitalisme, tel est le but de cette contribution. Elle ne traite donc pas de l'écologie en général, ne prétend ni à l'exhaustivité ni à l'achèvement d'une réflexion. Elle vise à ouvrir et favoriser la réflexion, à partir d'orientations générales et de principes partagés mais aussi de pistes de travail et d'interrogations qui demeurent sur des thèmes tels que la décroissance ou la transition énergétique, et sur les réponses à apporter à la crise écologique, partie intégrante de la crise systémique et multidimensionnelle du capitalisme. D'autres apports ainsi que des approfondissements seront donc nécessaires.

Il reste, au-delà des orientations générales et des principes partagés, à aller plus loin d'une part, et d'autre part à les articuler à une stratégie anticapitaliste basée sur la démocratie et l'auto-gestion.

Nous sommes partie prenante des luttes écologistes. D'autres contributions sont nécessaires. La réflexion doit s'approfondir, au sein d'Ensemble ! et plus largement à gauche et chez les écologistes, dans le mouvement altermondialiste et dans tous les réseaux associatifs et citoyens qui luttent pour la justice climatique et sociale.

Une victoire des fossoyeurs du climat

Le déroulement de la COP 26 à Glasgow, voici quelques mois, a illustré d'une certaine manière ce lien indissociable entre écologie et dépassement du capitalisme.

POUR SOUTENIR, PARTICIPER, ADHÉRER

contacter un collectif local ou un-e militant-e d'Ensemble !

écrire à ENSEMBLE !

26, rue Malmaison 93170 Bagnolet ; visiter le site, pour suivre l'actualité, les propositions et les débats du mouvement :

www.ensemble-fdg.org

PARTIE PRENANTE LOGISTES

Fidèles à une « politique des petits pas » et acquis ou résignés au greenwashing, bon nombre d'observateurs politiques et médiatiques, s'appuyant notamment sur la référence à la fin des énergies fossiles et au rappel de l'objectif de 1,5 degré –une première dans le processus des COP– en ont conclu que « les choses avancent certes trop lentement mais dans le bon sens ».

En réalité, cette COP 26 n'a pas été une victoire pour les peuples et le climat. Elle a été une réussite pour les fossoyeurs du climat, ceux-là mêmes qui refusent toute remise en cause des profits capitalistes.

Leur réussite, c'est le renforcement du cynisme du marché carbone, qui n'est qu'un droit à polluer pour les États et les grandes entreprises. C'est l'absence confirmée de toute contrainte et de toute sanction sur les États et les entreprises.

C'est un texte d'accord sur la fin des énergies fossiles, signé in extremis et vidé de tout contenu.

C'est aussi le scandale du fonds vert pour les pays du Sud, qui attendent toujours les promesses des puissances impérialistes et des pays du Nord. Et en réalité l'absence de solidarité climatique avec les pays du Sud.

C'est aussi la poussée du lobby nucléaire sous impulsion française, profitant de l'aubaine



de la question climatique pour promouvoir entre autres ses fameux mini-réacteurs, présentés, sans vergogne, comme relevant d'une « énergie verte ».

Si l'on continue ainsi, c'est la fuite en avant vers au moins 2,7 degrés de réchauffement du climat mondial, en contradiction totale avec l'objectif de 1,5 degré maximum.

Après cette victoire des fossoyeurs du climat, la démonstration est faite : il faut d'urgence reprendre le chemin des mobilisations, exiger la réorientation rapide et radicale des politiques publiques, ne pas nous en remettre aux États et à la finance, mais aux mobilisations populaires dans tous les territoires, à coordonner à l'échelle mondiale... ●

AVRIL 2022

CETTE CONTRIBUTION EST LE FRUIT D'UN LARGE TRAVAIL COLLECTIF

Prenant appui sur un premier texte préparé par un collectif local d'Ensemble !, cette brochure a été rédigée à partir de l'été 2021 par un groupe de travail de la commission stratégie, puis enrichie et retravaillée par la commission écologie, et mise au point par un travail commun des deux commissions.

ÉCOLOGIE ET DÉPASSEMENT DU CAPITALISME

PLAN DE LA CONTRIBUTION



A/ La crise écologique, élément majeur de la crise globale et systémique

- 1 Une crise écologique mondiale
- 2 Pas de pari hasardeux sur les technologies futures
- 3 Nucléaire civil et militaire ? Non merci !
- 4 Notre approche : égalitaire, internationaliste et altermondialiste
- 5 Monde fini et réchauffement climatique
- 6 Changer la production, changer la consommation
- 7 Consommer autrement : quelques pistes

B/ Révolution démocratique, écologique et sociale

- 1 Des exigences immédiates, et partout

- 2 Une problématique égalitaire et populaire
- 3 Lutttes et mobilisations : la convergence du social et de l'écologie
- 4 Une nécessité : une démarche démocratique et autogestionnaire

C/ Dépassement du capitalisme et écologie : urgence climatique oblige, une articulation immédiate

QUATRE REMARQUES :

- 1 Une transformation profonde des productions, des consommations et des modes de vie
- 2 Pas l'un sans l'autre...
- 3 Après le rapport du GIEC...
- 4 Pandémie et crise écologique



A/ *La crise écologique, élément majeur de la crise globale et systémique*

1. Une crise écologique mondiale de grande ampleur

La crise écologique en cours, sur toute la planète, est une crise majeure qui s'accroît, en dépit des engagements pris depuis plusieurs décennies à l'échelle planétaire. Si elle s'amplifie encore, elle mettra en danger les conditions mêmes de la vie humaine sur Terre.

Si la disparition de l'espèce humaine dans les prochains siècles n'est pas l'hypothèse la plus probable, car les humains ont montré, depuis très longtemps, leur capacité à survivre dans des milieux extrêmes, elle ne peut cependant pas être totalement écartée. Mais le maintien de l'espèce humaine dans un climat fortement réchauffé et un environnement très abîmé prendrait presque à coup sûr des formes très dégradées, avec des inégalités et des violences rendant très difficile toute perspective émancipatrice. Si les dynamiques actuelles se poursuivent, cette dégradation très importante des conditions de vie, sur toute la planète, arrivera très vite.



Cette crise écologique mondiale a quatre dimensions principales : le réchauffement climatique, l'extension des pollutions, les limites de certaines ressources, les pertes de biodiversité. De ces quatre dimensions, le réchauffement climatique est la plus urgente mais elle ne doit pas faire oublier les autres, toutes d'une gravité considérable. Ses conséquences sont dès aujourd'hui majeures. Avec la multiplication des dérèglements climatiques, elles ne peuvent que s'amplifier, de plus en plus vite, tant que ce réchauffement se poursuit. L'inertie du système-Terre est telle que le simple arrêt du réchauffement climatique prendrait, au mieux, plusieurs décennies (pas avant 2050 selon le scénario le plus radical du GIEC, pour retrouver le niveau d'émission de 1880), si des efforts énormes étaient réellement engagés. Et l'évolution actuelle montre une accélération mondiale de l'usage des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon...) et donc une accélération implacable du réchauffement climatique et non un ralentissement.



Le récent rapport du GIEC et les perspectives catastrophiques qu'il annonce, si des ruptures ne sont pas décidées de toute urgence pour le climat, ne sont en rien une surprise. Il devrait contribuer à une mobilisation de l'opinion publique pour exercer une pression indispensable sur les États et les collectivités territoriales à toutes les échelles.

L'extension et la dissémination des pollutions de l'air, des eaux et des terres, sur toute la planète, est déjà très importante et touche déjà pratiquement tous les milieux. Elle fragilise les conditions d'existence de toutes les espèces vivantes, y compris les êtres humains. Un sol rendu infertile et pollué rend sa réhabilitation très difficile, voire pratiquement impossible. Les perturbations du cycle de l'eau et sa surconsommation menacent l'agriculture et par là l'alimentation. Les limites de certaines ressources clés, en particulier les terres rares indispensables aux équipements électroniques et à de nombreux équipements électriques, doivent aussi être prises en compte pour déterminer quelles productions, quel développement, sont réellement soutenables à moyen ou long terme.

Chaque année de très nombreuses espèces animales et végétales disparaissent, de manière accélérée ces dernières décennies : chacune de ces disparitions fragilise encore les écosystèmes et constitue une perte pour l'espèce humaine.

En fait ce sont les ressources qui sont les conditions mêmes de la vie humaine et de la civilisation –l'eau potable, l'air non pollué, les terres fertiles...– qui se dégradent, voire se raréfient pour une importante partie de l'humanité.

PROTÉGER L'ARCTIQUE DU PÉTROLE

Une menace doit être combattue immédiatement. Les forages en cours ou programmés à court terme dans 499 champs pétro-gaziers en Arctique sont un véritable écocide : cette région vitale et vulnérable pourrait, si le programme se poursuit, libérer jusqu'à 1 800 milliards de tonnes de carbone, soit 25 fois plus que le carbone emprisonné pour l'instant sous le permafrost de Sibérie, autre menace immédiate.



Combattre cet écocide est à la fois un aspect crucial pour juguler le réchauffement –un défi majeur– mais aussi une occasion pour faire reculer l'emprise du capitalisme sur la gestion de la planète. Car entre 2016 et 2020 ce sont plus de 120 banques qui ont investi 315 milliards de dollars (268 milliards d'euros) dans les vingt entreprises les plus impliquées dans les projets pétrogaziers en Arctique. Il est remarquable que la COP26 n'ait absolument pas abordé la question, ce qui ne surprend pas lorsqu'on sait l'omniprésence des lobbies à Glasgow.

2. Pas de pari hasardeux sur les technologies futures

Le progrès technique et scientifique, notamment avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, pourrait faire croire que des techniques nouvelles permettront de répondre aux défis de la crise écologique, sans un changement radical du système économique et financier.

Ce raisonnement n'est pas réaliste, et n'est donc ni responsable ni acceptable. Face à des défis énormes, il constitue un pari totalement incertain, à ranger dans la catégorie des paris fous ou dans celle des paris stupides.

Il y aura évidemment, dans les prochaines années ou les prochaines décennies, de nouvelles découvertes, qui par exemple permettront de combattre plus efficacement le réchauffement climatique, en améliorant l'efficacité des énergies renouvelables. Mais rien ne permet, aujourd'hui, de savoir si ces progrès seront réellement décisifs.

La science et les technologies ne peuvent répondre aux vraies urgences qu'en échappant aux spéculations financières.

La recherche scientifique et technologique ne peut en aucun cas être prise



pour cible en tant que telle : c'est sa subordination aux intérêts mercantiles et aux spéculations financières qui doit être combattue : par exemple, les vaccins et médicaments doivent être déclarés biens communs. Dans l'histoire de la recherche scientifique, c'est toujours par son instrumentalisation –tantôt par l'État, l'armée, les firmes d'armement, tantôt par la finance et la spéculation– que la science a été dévoyée en destructions et empoisonnements de toutes sortes (dernier exemple qui nous saute aux yeux : ce chlordécone qui a sévi

AMIANTE : 100 ANS D'INERTIE !

En 1906, la publication, dans le *Bulletin de l'inspection du travail*, d'un article d'un inspecteur du travail, prouve la surmortalité des ouvriers d'une usine de textile utilisant de l'amiante, dans le Calvados.

Année après année (1935, 1973, 1985, 1991...), pays après pays, est mis en évidence le lien entre asbestose et risque de cancer du poumon. Des lois sont votées puis annulées.

Dans le cas de la France, il faut attendre l'an 2000. Le 30 mai, l'État est jugé « responsable des conséquences dommageables du décès » de quatre personnes par l'amiante, par le Tribunal administratif de Marseille. C'est la première fois que l'État est mis directement en cause.

2001 : création par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001, le 23 décembre 2000, du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA). Depuis 2002, l'employeur a maintenant, en matière de prévention des risques et de maladie, une obligation de sécurité et de résultat dans le cas des risques qu'il fait courir à ses employés.

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que 100 000 personnes meurent chaque année d'avoir

été exposées à l'amiante sur leur lieu de travail. Les cancers dus à l'amiante feront au moins 15 000 morts au Japon au cours des cinq prochaines années et jusqu'à 100 000 en France dans les vingt à vingt-cinq ans à venir.

Qu'on songe un instant aux cancers de la plèvre provoqués en Kanaky, où des administrateurs de l'État français avaient apporté de l'amiante comme un bienfait : ils ont fait blanchir avec un enduit composé principalement d'amiante (trémolite) les habitations imposées par l'administration pour remplacer les cases traditionnelles... Et l'on peut ainsi avoir un cancer, sans qu'il y ait une mine ou travail avec de l'amiante... dont l'usage n'a été interdit qu'en 2007.

Mondialement, combien de « réparations » devraient payer les grandes entreprises, les « grandes fortunes » et les grands actionnaires des entreprises utilisant des produits dangereux dans leurs calculs prédateurs ?

Aujourd'hui encore des bateaux sont découpés, en Asie notamment, sur des chantiers où les ouvriers sont exposés à l'amiante⁽¹⁾.



¹ Voir le site web de l'Association nationale des victimes de l'amiante : <http://andeva.free.fr/spip/?-L-association-et-son-reseau->. Voir aussi : Annie Thébaud-Mony, *Travailler peut nuire gravement à votre santé : sous-traitance des risques, mise en danger d'autrui, atteintes à la dignité, violences physiques et morales, cancers professionnels*, Paris, La Découverte, 2008 ; Annie Thébaud-Mony, *La Science asservie : santé publique, les collusions mortifères entre industriels et chercheurs*, Paris, La Découverte, 2014.

durant plus de trente ans aux Antilles !). Pour nous, il est important de ne pas se tromper de cible en attaquant en bloc « la science » ou « la technique » : la cause écologique est pour nous le contraire de l'anti-science.

L'exemple de l'amiante montre que de nombreuses années peuvent s'écouler entre l'existence d'une preuve scientifique et sa prise en compte dans les réglementations, à cause des résistances du patronat.

De véritables débats démocratiques sur les sciences et les technologies sont nécessaires : des moyens d'information pour des collectifs d'observation et de débat contradictoire sur ces recherches ; des conventions citoyennes sur les recherches en cours ; des débats internationaux, démocratiques et contradictoires, avec pour cadre institutionnel l'Assemblée générale de l'ONU.

3. Nucléaire civil et militaire ? non merci !

Compte tenu de ses dangers et conséquences peu maîtrisables à long terme, l'énergie nucléaire est le type même des choix qui n'auraient pas dû être mis en œuvre et auxquels nous voulons mettre fin. Ensemble! milite pour la sortie du nucléaire civil et militaire.

La production d'électricité par des centrales nucléaires (qui ne fournissent aujourd'hui que 2 % de l'électricité consommée à l'échelle de la planète) fait courir des risques démesurés à la population. Elle a de très nombreux et très graves inconvénients : risques de catastrophes majeures (Tchernobyl, Fukushima...) ; coûts très importants et impacts écologiques de la construction des centrales, de leur fonctionnement, puis de leur démantèlement ; grande vulnérabilité aux épisodes climatiques extrêmes, que le réchauffement climatique multiplie : canicules, baisse du niveau des eaux indispensables à leur refroidissement, inondations...

Les conditions sociales et sanitaires de la maintenance puis du démantèlement des centrales nucléaires doivent aussi être des sujets majeurs d'intervention collective. La sécurité des centrales dépend de leur maintenance !

Mais le problème majeur de l'énergie nucléaire, outre le risque d'accidents catastrophiques, c'est la production et la gestion de ses déchets radioactifs. Elle



en génère des masses énormes et ces déchets resteront dangereux pendant des centaines de milliers d'années, c'est-à-dire infiniment plus longtemps que tout ce que les êtres humains peuvent prévoir. De manière honteuse, ces déchets radioactifs sont parfois exportés en direction des pays du Sud⁽²⁾.

L'uranium utilisé dans les centrales nucléaires est une ressource rare, totalement importée, et qui sera épuisée dans quelques dizaines d'années. Contrairement aux discours officiels, l'extraction et la transformation de l'uranium, la construction des centrales et de leurs installations annexes (béton, métaux...), l'entretien des installations, la gestion des déchets, les innombrables transports tout au long de la chaîne de production, la démolition des centrales et autres installations, produisent bien du CO₂ et diverses pollutions.

Le coût de l'électricité d'origine nucléaire est de plus en plus important et aujourd'hui supérieur à celui des énergies renouvelables. Selon la Cour des comptes, les coûts des travaux nécessaires au fonctionnement des vieux réacteurs, puis à leur démantèlement et à la gestion des déchets qui en résulteront, seront colossaux, et sont aujourd'hui grossièrement sous-estimés et insuffisamment provisionnés.

Enfin, le nucléaire civil et le nucléaire militaire sont indissolublement liés. Sur ce point précis, rappelons le choix du « retraitement » des combustibles usagés, fait par la France dans les années 1960 : la construction de l'usine de La Hague, dès l'origine, visait à l'extraction du plutonium nécessaire à la production de la bombe H. Il ne s'agissait nullement d'une voie pour « inactiver » les produits de fission issus du fonctionnement des réacteurs.

Les stratégies de dissuasion nucléaire n'empêchent absolument pas la multiplication des guerres dans de nombreux pays de la planète, tandis que la prolifération des bombes atomiques fait courir d'énormes risques à l'humanité

²⁾ Pendant des décennies les États nucléaires ont immergé une part de leurs déchets radioactifs dans les fonds marins, la France en particulier au large du golfe de Gascogne et dans la fosse des Casquets, à proximité de La Hague dans la Manche ; une pratique en principe interdite par la Convention de Londres en 1993, mais son effectivité reste à démontrer (*Basta*, le 7 juillet 2021). Peu médiatisée, l'exportation de ces déchets vers les pays du Sud donne lieu à de véritables trafics internationaux mêlant États producteurs sans scrupules, réseaux mafieux et pays pauvres peu regardants (*le Club Média*part, le 2 juin 2013). Ce type de trafic ne concerne pas que le nucléaire, mais de multiples déchets dont les pays développés se débarrassent à moindre coût : plastiques, déchets électroniques, vieux textiles, amiante...

(<https://www.ouest-france.fr/environnement/dechets/podcast-l-europe-exporte-ses-dechets-a-l-autre-bout-du-monde>).



Sur le port de Dunkerque, Greenpeace dénonce un nouvel envoi de déchets nucléaires français vers la Russie, 29 octobre 2021.

entière. Les armes nucléaires coûtent des sommes gigantesques, qui seraient mieux employées ailleurs. Les équipements nécessaires à leur déploiement et les manœuvres militaires d'entraînement polluent très fortement⁽³⁾.

Nous participons aux campagnes pour que le gouvernement français respecte le Traité de non-prolifération nucléaire, et signe le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 7 juillet 2017 (et entré en vigueur le 22 janvier 2021). Nous voulons un autre type de défense, dénucléarisée.

Au-delà de notre opposition radicale au nucléaire civil et militaire, nous proposons donc :

- d'impulser un très large débat, démocratique et approfondi, avec comme objectif une sortie rapide du nucléaire ;
- de faire cesser les investissements en armement nucléaire comme le demandent les campagnes pour que le gouvernement français respecte le Traité de non-prolifération nucléaire ;



³⁾ Voir Ben Cramer, « La bande des Quatre et l'insécurité environnementale », *Contretemps* n° 39, novembre 2018, dossier « Penser la guerre ».

- de développer un très large débat sur les moyens de défense excluant les armes nucléaires françaises ;
- d'instaurer un contrôle démocratique sur les conditions de sécurité des centrales pendant la phase de leur fermeture ;
- de promouvoir une politique d'efficacité et de sobriété énergétiques, de diversification des sources de production et de développement des énergies renouvelables ; une politique énergétique qui privilégie la déconcentration de la production, l'équilibre des territoires et l'emploi local ;
- d'engager une reconversion énergétique globale reposant sur les économies d'énergie et la relocalisation des productions, ce qui suppose l'instauration d'une sécurité sociale professionnelle protectrice de l'emploi, garantissant les salaires et les formations, condition pour envisager collectivement les reconversions industrielles indispensables.

L'énergie par son rôle essentiel dans nos vies est un bien commun et, à ce titre, sa production ne peut être confiée aux grands groupes privés, ni être source de rentes privées. Le plan Hercule doit être définitivement enterré. Les centrales hydroélectriques et les barrages existants ne doivent pas être privatisés et les moyens qui leur sont consacrés doivent être augmentés comme il est proposé par les syndicats. Les énergies renouvelables sont à développer dans le cadre de la maîtrise publique sous contrôle citoyen et pour des productions socialement utiles et écologiquement soutenables.

Nous avons à développer un débat public sur les conditions de sécurité des centrales jusqu'à la fin de leur utilisation : contrôle citoyen sur les conditions de sécurité dans leur utilisation, protection de la santé des salarié-e-s des centrales, formations et reconversions, protocoles techniques de démantèlement...

4. Notre approche : égalitaire, internationaliste et altermondialiste

Notre projet politique et social est égalitaire : aucune raison ne justifie les faramineuses différences de niveau de vie dans le monde, ni l'aggravation des inégalités sociales que nous constatons dans la société actuelle. Rien ne justifie

de pareils écarts de revenus et de patrimoines. Rien ne justifie non plus les inégalités entre les femmes et les hommes, entre les différents genres, entre les différentes origines.

La transition écologique ne peut se faire que pour et avec les classes populaires, en France et dans le monde. Ce sont bien les classes populaires qui souffrent le plus de la pollution au travail, de la hausse des températures et des pollutions en ville, particulièrement dans les quartiers populaires, grands ensembles et quartiers anciens en mauvais état.

DES INÉGALITÉS QUI PÈSENT D'ABORD SUR LES FEMMES

Les conséquences matérielles de la crise écologique pèsent davantage sur les femmes. Celles-ci sont de fait les premières impliquées dans les fonctions du soin, du lien, de la fourniture des subsistances au quotidien. Ces inégalités expliquent en partie la déscolarisation des petites filles dans les pays du Sud.



Notre projet de société est internationaliste et altermondialiste : aujourd'hui, seuls les hasards de l'histoire et des formes du développement capitaliste expliquent les écarts de niveau de vie entre les différents pays. Rien ne les justifie.

Dans un monde idéal –la société égalitaire et émancipée, débarrassée de toutes les oppressions et dominations, démocratique et autogestionnaire, que nous souhaitons– tous les humains auraient grosso modo le même niveau de vie, quels que soient les lieux où ils habitent⁽⁴⁾.



⁴⁾ C'est pourquoi il est important de prendre en compte la dette écologique entre le Nord et le Sud. Il est scandaleux d'adresser des injonctions à la résilience à des pays qui n'ont pas accès aux biens élémentaires. Les pays impérialistes, également responsables des pollutions par les déchets et l'extractivisme, doivent donc apporter leur soutien au développement des pays du Sud afin de leur permettre de répondre aux besoins des populations.

5. Monde fini et réchauffement climatique

Parmi les quatre principales dimensions de la crise écologique –réchauffement climatique, pollutions, limites de certaines ressources, biodiversité– certaines ont des effets directs sur les consommations et les niveaux de vie.

Pour les pertes de biodiversité, il n'est pas évident d'évaluer à court terme l'impact prévisible sur ces consommations. De même, les conséquences de la généralisation des pollutions, chimiques ou nucléaires, sont difficiles à évaluer, à part la multiplication des cancers et de diverses maladies.

Les limites des ressources naturelles sont pour leur part très variables : l'humanité ne manquera jamais ni de fer ni de silice, qui sont extrêmement abondants dans la croûte terrestre, alors que certains éléments chimiques sont très rares. Pour ce qui est du pétrole et des combustibles fossiles, contrairement à ce qui se dit couramment, le problème n'est pas qu'il y en aurait trop peu, mais bien qu'il y en a trop, à cause de leurs effets sur le climat. Parce que nous vivons dans « un monde fini »⁵⁾, la principale limite est celle du réchauffement climatique. Stopper ce réchauffement, pour au moins stabiliser le climat, est indispensable.

L'urgence climatique suppose une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre, quelles que soient leurs origines. Or, pour le moment, ces émissions augmentent massivement sur la planète, malgré quelques efforts totalement insuffisants, limités à l'échelle de quelques territoires, et en dépit d'engagements internationaux de faible intensité et quasiment jamais respectés, comme nous le rappelle de nouveau le GIEC.

En 2019, l'empreinte écologique mondiale était estimée à 1,6 Terre : pour que les fabrications et consommations des humains, tous et toutes ensemble, ne dégradent pas l'écosystème de la Terre, il aurait fallu que celle-ci soit 1,6 fois plus grande. L'ensemble de ces fabrications et consommations dépassait donc

5) Voir Razmig Keucheyan, *Les Besoins artificiels : comment sortir du consumérisme*, 2019. Voir, entre de nombreux autres : Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Randers, *Les Limites de la croissance (dans un monde fini)*, Paris, L'Écopoche, 2018, Daniel Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes !*, Paris, Textuel, 2020, et Geneviève Azam, *Le Temps du monde fini*, 2010.

les possibilités de l'écosystème. L'empreinte écologique de la France était estimée à 2,8 en 2020. Celle des États-Unis à 5.

Chaque année, l'écosystème de la Terre est capable d'absorber environ 12 Gigatonnes de dioxyde de carbone (CO₂), le principal gaz à effet de serre : non pas le plus nocif, mais le plus abondant. Pour atteindre les objectifs fixés par les accords de Paris de 2015, et maintenir le réchauffement mondial du climat à 1,5 degré et au moins en dessous de 2 degrés (ce qui est déjà beaucoup, on estime que le climat mondial s'est déjà réchauffé de 1,1 degré depuis les années 1880, date des premiers relevés météo fiables), il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre des pays riches d'au moins 80 %⁽⁶⁾. « Un double rééquilibrage est ➡



PHOTO : D. R.

⁶⁾ Voir ATTAC, *Le Climat est notre affaire !*, 2015, p. 51 à 53.

nécessaire : en termes globaux, et aussi entre riches et pauvres puisque les premiers dépassent ce seuil d'un facteur 4 ou 5, alors que les seconds n'en atteignent pas la moitié. En effet, 80 % de l'énergie est consommée globalement par 20 % de la population »⁽⁷⁾.

6. Changer la production, changer la consommation

Construire une société égalitaire et écologique, aussi bien dans notre pays que dans le monde entier, suppose donc des transformations profondes tant de nos manières de produire que de consommer.

Il ne s'agit pas d'une perspective abstraite ou lointaine mais d'une exigence forte et immédiate, corrélée à nos exigences anticapitalistes et antiproductivistes, à nos analyses de la crise écologique et de la crise globale, systémique et généralisée, du capitalisme et de la civilisation. Nous connaissons les grandes forces qui imposent l'ordre catastrophique actuel : l'exploitation capitaliste, la « globalisation » néolibérale, la mise en concurrence sociale et fiscale de tous les territoires de la planète, l'évasion fiscale...⁽⁸⁾ Aujourd'hui, les formes de production et d'échange, et toute l'organisation du système-monde actuel, détruisent la nature avec laquelle vivent les êtres humains.

Les mots d'ordre de croissance ou de décroissance globale n'ont pas de sens. Si les gouvernements de la zone euro parlent sans cesse de croissance économique, dans les faits, les politiques d'austérité des différents gouvernements cherchent surtout l'accumulation des profits, compatible avec une faible croissance économique et un faible taux d'investissement productif. Quant au mot d'ordre de décroissance généralisée, il ouvre la porte à une instrumentalisation par ceux et celles qui estiment qu'il faut d'abord aboutir à une réduction des niveaux de

⁷⁾ Idem, p. 53.

⁸⁾ Voir le rapport du CCFD en 2010 (<https://ccfd-terresolidaire.org>), et l'article à ce sujet par Battiston et autres sur le site web Bastamag.org, et le rapport de l'Observatoire des multinationales en 2017.

vie, en mettant au second plan les questions sociales. Formulé en ces termes le problème nous paraît assez mal posé. Il faudra préciser quels secteurs devront croître, et quels secteurs devront décroître (publicité, industries polluantes...), en faveur de quelles catégories de la population. La transition écologique exigera des investissements publics massifs. Et, d'un point de vue internationaliste et altermondialiste, le mot d'ordre de décroissance généralisée n'a pas de sens à l'échelle mondiale : les sociétés du Sud ont besoin de satisfaire d'immenses besoins élémentaires en termes d'alimentation⁹⁾, de santé publique, de logements et d'équipements, de culture et d'éducation (notamment dans la perspective de l'émancipation des femmes¹⁰⁾), et cela requiert une part de croissance, reliée à une conception alternative du développement (ou alter-développement).

On l'a vu, les limites du système écologique de la Terre sont aujourd'hui largement dépassées, encore plus si nous nous situons dans une perspective internationaliste, altermondialiste, égalitaire à l'échelle de la planète.

Quels types de productions, et dans quelles conditions, devons-nous mettre en avant ? La réflexion est ancienne, nourrie par les apports de l'écologie politique et de la gauche alternative, mais reste encore largement à approfondir et à développer. La notion de production d'utilité sociale et écologique reste féconde. Mais cette référence ne suffit pas : il faut aller plus loin. La problématique de la reconversion écologique et autogestionnaire d'une partie de la production industrielle a été posée depuis plusieurs décennies, parfois en lien avec des mobilisations pour la défense de l'emploi ou de l'environnement et de la santé publique. Dans des secteurs tels que ceux de la publicité, de l'armement ou du nucléaire, cette réflexion sur les suppressions nécessaires et reconversions doit être impérativement relancée. Qui doit en décider ? Pour nous, les débats sur les productions, les reconversions et leurs conditions doivent impérativement être très larges et très démocratiques.



⁹⁾ On ne saurait oublier que la malnutrition et la faim dans le monde continuent à sévir et même s'aggravent, au point qu'elles restent la principale cause de mortalité.

¹⁰⁾ Ensemble ! a bien entendu pour but l'égalité pleine et entière entre les femmes et les hommes sur toute la planète.

En ce qui concerne la production agricole, en lien avec les enjeux alimentaires, c'est aussi la problématique de la reconversion vers une agriculture paysanne et écologique qui s'impose, avec un soutien exclusivement réservé à ce type d'agriculture par les pouvoirs publics. Dans l'optique d'une socialisation de l'agriculture et de l'alimentation, la Sécurité sociale de l'alimentation, projet porté notamment par la Confédération paysanne, doit s'articuler à cette reconversion.

De manière générale, la reconversion doit s'accompagner de la relocalisation des activités et des productions industrielles et agricoles, dans l'optique d'une sobriété productive et énergétique indispensable, laquelle implique des ruptures avec la logique de l'économie capitaliste. Quel niveau de vie, quelles consommations, seraient généralisables à toute l'humanité d'aujourd'hui, tout en étant écologiquement soutenables, à l'échelle de la planète ? Qu'est-ce que cela signifie par rapport au niveau de vie et aux consommations de la population française et européenne aujourd'hui, et en particulier par rapport au niveau de vie et aux consommations des classes populaires ?

Ce sont les questions que nous devons nous poser aujourd'hui. Quelques éléments de réponse existent, mais ils restent très partiels. Ces questions demandent encore, certainement, beaucoup de recherches et beaucoup de débats publics et citoyens. Dont celui de savoir comment ces indispensables transformations des consommations et des niveaux de vie s'articulent avec la transformation sociale, démocratique, féministe, égalitaire et autogestionnaire, que nous souhaitons.

7. Consommer autrement : quelques pistes

La principale contrainte écologique est aujourd'hui celle du réchauffement climatique, et le secteur des transports est l'un des plus émetteurs de CO₂. La question des transports est donc primordiale. Freiner très fortement ou supprimer les consommations somptuaires, jets privés ou yachts de luxe, 4 x 4, publicité, est un impératif à la fois social et écologique, mais cela ne suffira pas.

Le tourisme international de masse est à cet égard clairement, lui aussi, un modèle dévastateur et écologiquement insoutenable. Le fait de prendre l'avion



PHOTO : LOIC VENANCE / AP

pour aller faire du tourisme est un luxe qui n'est évidemment pas généralisable à la population de la planète. Pour les grands trajets, le train apparaît comme la seule alternative écologique. Pour les transports de proximité, la priorité absolue aux transports collectifs urbains gratuits est une exigence immédiate.

La construction de véhicules à hydrogène permettrait, nous dit-on, de disposer de véhicules écologiques et performants pour parcourir de longues distances. À ceci près que l'hydrogène n'est ici qu'une énergie de transfert : il faut des installations et beaucoup d'énergie pour le produire, et tout cela aussi a un coût écologique.

Quant à la voiture individuelle à essence, souvent indispensable, elle devient de plus en plus une charge difficilement supportable pour les classes populaires françaises. Sa généralisation pose problème du point de vue des émissions de gaz à effet de serre... Or, en France et en Europe, l'urbanisme et presque toute la vie sociale sont aujourd'hui construits autour d'elle : zones pavillonnaires et ➔

périurbaines (qui en général s'étendent de 40 kilomètres autour des villes principales), zones commerciales, déplacements pour se rendre au travail...

Repenser, restructurer, cet urbanisme, ce qui nécessite de s'attaquer aux multiples spéculations foncières, est de ce fait un travail énorme et indispensable dans une perspective écologique, simplement pour atteindre une situation écologiquement soutenable. La réorganisation des déplacements, dans cette même perspective, implique un développement massif des transports publics et des modes doux (vélo, marche...). Nous devons aussi nous soucier du transport des marchandises (notamment par le développement du feroutage, du cabotage et d'un transport maritime « bas carbone »), de l'organisation des productions et de l'organisation de leur circulation en intégrant la nécessité d'une réduction des flux de marchandises. C'est dans cette perspective que doit être apprécié l'apport possible d'énergies en développement (par exemple le gaz issu de la



PHOTO : THOMAS COEX / AFP

méthanisation des déchets organiques) et non comme simples substituts des carburants issus des énergies fossiles.

Sans défendre des perspectives « autarciques », il importe de dire que les transports massifs de marchandises à travers la planète ont des coûts écologiques très importants, et donc de se poser, au cas par cas, la question des relocalisations. Les grandes surfaces et leurs centrales d'achat rançonnent aujourd'hui de nombreux producteurs et productrices et ont un poids démesuré dans l'organisation du commerce, en France et dans le monde. À l'échelle planétaire, la révolution des transports, liée au faible prix du pétrole et à la révolution informatique, a grandement contribué à la mondialisation capitaliste. Les flux de marchandises, dans un monde métropolisé, contribuent à l'étalement urbain et au suréquipement d'infrastructures autoroutières et de zones d'activité économique, fondement de la politique « d'attractivité ». La révolution « du conteneur au caddie » a été un outil de la mise en concurrence des hommes et des territoires. Il en résulte une course au dumping social, fiscal et environnemental, doublée d'une course à la vitesse et au gigantisme, débouchant sur une polarisation des transports autour de nœuds de communication d'envergure internationale.

Il faut donc impérativement agir pour l'abrogation des traités de libre-échange, et pour que les droits du commerce ne soient pas, comme c'est le cas aujourd'hui, prioritaires sur les droits humains et environnementaux. Il faut impérativement mettre fin aux privilèges que les multinationales ont obtenu par l'OMC, l'AGCS, l'ADPIC...⁽¹¹⁾

Quant à nos consommations personnelles, l'existence de multiples appareils électroniques pose elle aussi question. Ils consomment des ressources rares (terres rares, cobalt, platine...) qui deviendront de plus en plus chères et ne peuvent être extraites qu'au prix de pollutions considérables et de plus en plus dévastatrices. Leur fonctionnement, en particulier Internet, consomme de plus en plus d'électricité (aujourd'hui plus de 10 % de la consommation mondiale d'électricité).



¹¹) OMC : Organisation Mondiale du Commerce, créée en 1995 ; AGCS : Accord Général sur le Commerce des Services, signé en 1994 ; ADPIC : Accord sur les aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce, entré en vigueur, pour l'essentiel, en 1995.

Est-ce à dire que nous souhaitons la disparition des ordinateurs ou d'Internet ? Non, bien sûr, et ce texte est évidemment écrit sur un ordinateur. Mais peut-on généraliser et multiplier indéfiniment ces appareils, comme nous y invite le développement actuel des objets connectés ? Non, car il n'est, tout simplement, pas soutenable écologiquement, à moyen ou long terme. Nous devons aussi nous interroger sur les besoins : ceux réellement nécessaires et ceux qui ne le sont pas.

Nos consommations sont fortement induites par la publicité ou simplement par les conformismes de notre société et l'imitation des dominants. Il est donc important ici de retourner vers la notion de « valeur d'usage »⁽¹²⁾ et de se demander quels objets ou services sont réellement utiles, et s'ils justifient tous les efforts et contraintes nécessaires pour les produire.

LA GRATUITÉ

La réflexion sur les biens communs, sur les services publics et sur la gratuité, comme l'exigence immédiate liée à l'urgence climatique et portée depuis plusieurs années par un nombre croissant de forces associatives et politiques, aide aussi à progresser vers plus de justice écologique et sociale et plus de sobriété. Elle porte en germes un processus de rupture avec la marchandisation des activités humaines et des sociétés.

À ce titre, nous prôtons la garantie d'un accès de toutes et tous à une eau de qualité, gérée démocratiquement dans le cadre d'un service public de l'eau débarrassé de l'emprise des multinationales et avec la gratuité des premiers mètres cubes consommés.



L'obsolescence programmée est elle aussi un véritable gouffre écologique, et depuis longtemps.

L'agriculture se trouve évidemment au premier rang des activités décisives pour la biodiversité, et très importantes aujourd'hui dans le réchauffement climatique. Une agriculture paysanne et biologique, à la place de l'agro-business industriel, permettrait des productions respectueuses de l'environnement, et de « nourrir 10 milliards d'êtres humains »⁽¹³⁾. Ces pratiques d'agriculture, les circuits

¹²⁾ Selon Marx. Voir Cédric Durand, « Après la croissance, la revanche de la valeur d'usage », *Contretemps*, 15 octobre 2013 [en ligne].

¹³⁾ Marc Dufumier se situe dans la continuité de René Dumont et de la défense d'une agriculture paysanne : voir *L'Agroécologie peut nous sauver*, Arles, Actes Sud, 2019.

courts, et de multiples pratiques locales, sont en accord avec les propositions et pratiques de La Via Campesina, au Brésil comme en Inde...

Nous en restons, pour le moment, à ces pistes de réflexion, mais c'est suffisant pour poser la question : comment ces transformations de la consommation, à la fois indispensables et profondes, s'articulent-elles avec notre projet de transformation de la société ? La réflexion sur une autre consommation ne peut passer par une culpabilisation des individus, ni faire l'économie d'une réflexion préalable sur les modes de production et de transport.



PHOTO : EPA-EEF/JORDSON ALVES

B/ Révolution démocratique, écologique et sociale

Nous souhaitons une société démocratique, égalitaire et autogestionnaire, débarrassée du capitalisme et de toutes les oppressions et dominations.

CAPITALISME ET OPPRESSION DES FEMMES

Le patriarcat (domination des hommes sur les femmes) préexistait au capitalisme. Celui-ci l'a intégré dans de nouveaux rapports sociaux, systémiques, et dans la division sexuelle et sociale du travail. Ainsi combattre le capitalisme c'est aussi remettre en cause à la fois l'oppression et la surexploitation du travail des femmes.



Le fonctionnement autogestionnaire nous semble indispensable pour que toutes les questions et tous les enjeux collectifs soient débattus démocratiquement, à tous les niveaux (quartiers et territoires, entreprises...), par celles et ceux qui sont les premier-e-s concerné-e-s. Nous souhaitons une société de liberté, où chacune et chacun soit, le plus possible, maître de son destin⁽¹⁴⁾. Mais comment cette perspective se combine-t-elle avec l'indispensable transition écologique ?

1 Des exigences immédiates, et partout

L'urgence climatique implique des exigences immédiates et des engagements clairs en termes de réorientation des politiques publiques. C'est à l'échelle mondiale que se situent les enjeux. Mais cela concerne tous les territoires, du local au global. Il ne s'agit pas ici de proclamations d'intention mais de changements profonds à amorcer immédiatement et ce dans la transparence totale, en combinant l'expertise scientifique et l'expertise citoyenne, sans rien dissimuler des difficultés à affronter et des débats publics et citoyens à organiser à toutes les échelles.

¹⁴⁾ Ensemble ! discute actuellement, et se prépare à mettre en débat des réflexions sur le « dépassement » du système capitaliste et ses enjeux, et les initiatives à prendre pour y parvenir.

2 Une problématique égalitaire et populaire

Des transformations profondes des consommations et des modes de vie en France sont impératives. Non seulement cela ne doit pas conduire à une dégradation des conditions de vie des classes populaires, mais nous avons la conviction qu'il est possible d'allier justice climatique et justice sociale : mieux se nourrir en préservant les terres, mieux se déplacer en réduisant les pollutions grâce à des transports publics gratuits et confortables, mieux se loger en réduisant la dépense énergétique avec des logements accessibles, de qualité et bien isolés.

Nous voulons une rupture dans les politiques suivies, pour permettre une vraie transition écologique. Celle-ci doit pour nous s'accompagner, même à court terme, de fortes réductions des inégalités sociales et de nettes améliorations des conditions de vie des couches populaires. Certains courants écologistes ne se préoccupent pas, ou seulement très superficiellement, des inégalités sociales, nous n'en faisons pas partie. Cette visée égalitaire doit à notre avis être affichée très clairement, pour contrer les procès d'intention, caricatures et autres malentendus, que les tenants de l'ordre actuel ne manqueront pas de répandre ou d'encourager. Elle est aussi un outil indispensable pour accélérer et élargir la conscience écologique globale dans l'ensemble de la société et dans les milieux populaires.

On ne rappellera jamais assez ce que les courants écologistes qui acceptent et défendent le système capitaliste dissimulent systématiquement : ce sont les élites et les populations des milieux favorisés qui, et de très loin, polluent et consomment le plus, et ce sont les pays du Nord qui ont, et de très loin, une empreinte écologique bien supérieure à celle des populations du Sud et qui portent la responsabilité majeure du réchauffement climatique.

3 Luites et mobilisations : la convergence du social et de l'écologie

Des transformations aussi profondes de la production, de toutes les consommations et des modes de vie, dans un sens égalitaire, s'attaquant en premier lieu aux consommations démesurées des classes dominantes, ne seront rendues possibles que par une mobilisation populaire et citoyenne très large, durable et déterminée.



Le lien entre enjeux sociaux et enjeux écologiques est rendu bien plus évident aujourd'hui qu'hier par la crise elle-même : la perception par une partie grandissante de la population d'une crise globale et systémique, à la fois sociale et écologique, est un point d'appui pour une convergence historique inédite du social et de l'écologie. C'est cette convergence qui permet déjà de dépasser la situation de l'écologie comme simple mouvement d'opinion, comme c'était le cas dans les dernières décennies du XX^e siècle, et d'ouvrir la perspective d'une écologie populaire et sociale. Cette perspective est une alternative au « capitalisme vert » et aux politiques d'accommodement des écologistes les plus modérés ou de certains courants de la décroissance avec le néo-libéralisme, la droite, voire même l'extrême-droite comme on le voit dans plusieurs pays européens.

Cette convergence du social et de l'écologie est déjà à l'œuvre comme on l'a vu avec certains secteurs lors du mouvement des Gilets jaunes. Elle se concrétise aussi dans l'appel « *Plus jamais ça* » lancé en 2020.

Nous devons contribuer à conforter et approfondir cette convergence, dans les initiatives unitaires et citoyennes, dans le débat politique, dans les luttes et les mobilisations, y compris en prenant appui sur le succès d'un certain nombre de mobilisations contre les grands projets inutiles tels que Notre-Dame-des-Landes ou Sivens.

Après des luttes victorieuses contre l'implantation de certaines centrales nucléaires et la création de comités de vigilance auprès des centrales construites, les luttes actuelles contre le nucléaire portent sur la construction de l'EPR de Flamanville (très dangereux, très cher et concerné par des malfaçons), ainsi que sur un nouveau centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure.

Dans les luttes sociales, nous voulons une véritable révolution démocratique du rapport au travail dans les entreprises et la société, notamment les entreprises et filières industrielles. La transition écologique implique un débat incontournable sur la nécessaire reconversion de secteurs économiques entiers, remettant en cause les technologies actuelles, et une évolution des savoir-faire, des qualifications, des formations professionnelles qu'il faudra organiser avec l'adhésion des salarié-e-s et de la société.

Ces évolutions, très importantes, ne peuvent être réellement envisagées que si les conditions matérielles des travailleurs et travailleuses sont assurées, avec

le maintien du salaire à travers une sécurité sociale professionnelle et une extension importante du salaire socialisé. Ensemble ! milite aussi pour une réduction massive et collective du temps de travail sans pertes de salaires, avec interdiction des emplois précaires et obligation d'embauches proportionnelles.

La dimension internationale de ces luttes écologiques et sociales est pour nous capitale. Localement, dans de très nombreux pays, les populations se mobilisent contre les conséquences destructrices des choix des multinationales.

La loi française sur le devoir de vigilance des entreprises a ouvert un espace mondial de luttes sociales et environnementales. Nous soutenons le projet d'une convention de l'Organisation internationale du travail qui obligerait enfin les multinationales à assumer toutes leurs responsabilités civiles et pénales, et les rendrait juridiquement responsables des conditions de travail de leurs sous-traitants.

L'enjeu est donc de faire converger, dans la durée, de puissantes luttes sociales et de puissantes luttes écologiques, comme, d'ailleurs, de les faire converger avec toutes les luttes pour l'émancipation humaine : féminisme, luttes pour la démocratie, luttes contre tous les racismes, luttes contre toutes les discriminations... Nous travaillons à ce que chaque lutte prenne en compte, dans sa réflexion, ses objectifs, son développement, toutes les autres dimensions de l'émancipation humaine, y compris donc la dimension écologique. C'est bien ce qui se passe, dès aujourd'hui, dans presque toutes les luttes, partout sur la planète, et c'est ce mouvement que nous voulons encourager et renforcer, pour que demain il triomphe et façonne les sociétés toutes entières.

Sans de tels mouvements populaires, les rapports de forces sociaux et politiques pour imposer des mesures à la hauteur des enjeux écologiques resteraient toujours insuffisants. Comme aujourd'hui, nous irions d'échec en échec, ou, au mieux, de succès symbolique en succès symbolique, de petit progrès en petit progrès, pendant que la consommation de combustibles fossiles et les pollutions augmenteraient sans cesse et que l'environnement de l'humanité se dégraderait toujours davantage. Renforcer et faire converger ces luttes pour l'émancipation humaine est la seule issue raisonnable !



4 Une nécessité : une démarche démocratique et autogestionnaire

Nous participons aux luttes et les encourageons. Nous y recherchons, en permanence, la plus grande démocratie interne : assemblées générales, comités de lutte ouverts à tous et toutes, égalité dans les prises de parole, à commencer par l'égalité entre femmes et hommes, organisation des débats et des réunions facilitant l'expression de toutes et tous (par exemple par la limitation des temps de parole, la priorité donnée aux personnes qui n'ont pas encore parlé, la rotation des responsabilités, la parité femme-homme dans les prises de parole...), usage de moyens techniques appropriés... Là où des assemblées citoyennes sont possibles, nous proposons que leurs débats intègrent les thématiques écolo-climatiques. Nous refusons tous les comportements de manipulation ou d'intimidation : coups de force, refus de débattre, procès d'intention, caricatures et amalgames à propos des positions des uns et des autres... Si nous ne combattons pas, en permanence et avec détermination, ces comportements destructeurs, aucune démocratie réelle, active, ne sera possible, et le pouvoir sera très vite confisqué par de nouveaux groupes dirigeants. Nous intervenons dans ces luttes et dans ces débats, avec nos positions et nos préoccupations. Pas pour les diriger, mais pour que nos préoccupations soient prises en compte, et versées dans les débats communs.

Seul le débat général et démocratique permet de tenir compte des préoccupations de toutes et tous les participant-e-s à la lutte et d'embrasser toutes les dimensions de l'émancipation. Cette démarche autogestionnaire est donc selon nous indispensable pour faire avancer, à la fois, l'égalité sociale et la transition écologique. Elle l'est pour deux raisons : parce qu'elle fait progresser les débats et donc la conscience de ces enjeux ; et surtout parce que, en impliquant le maximum d'acteurs et actrices des luttes, elle aide et encourage les premières et premiers concernés, et en premier lieu les classes populaires, à devenir acteurs et actrices de leur propre émancipation et à se mobiliser pour cela.

Seule une mobilisation populaire massive et ce débat général et démocratique, permettront de construire des rapports de forces suffisants pour expérimenter

de nouvelles pratiques et de nouvelles institutions, et transformer réellement la société. Enfin, la démarche démocratique et autogestionnaire prend tout son sens pour répondre à beaucoup de questions complexes, à propos des besoins et des productions d'utilité sociale et écologique, ou des besoins jugés artificiels.

Qui décide de ces besoins et de ces productions ?

Une telle question ne peut en aucun cas être confisquée par de prétendus experts, y compris se réclamant de l'écologie ou d'une alternative anticapitaliste : c'est bien à l'ensemble de la société de s'approprier cette question et d'en débattre dans des assemblées populaires citoyennes et dans des cadres pluralistes offrant les garanties démocratiques nécessaires. Et c'est dans de tels lieux et de tels cadres que les forces organisées, associations, syndicats, forces politiques, pourront faire état de leurs réflexions et de leurs propositions, y compris sur les modalités des décisions à prendre sur les besoins et les productions et leur utilité sociale et écologique.

C/ Dépassement du capitalisme et écologie : urgence climatique oblige, une articulation immédiate

Avant même le déploiement de la crise écologique mondiale, nous avons refusé de renvoyer à plus tard la résolution des questions écologiques, considérées alors par beaucoup comme secondes par rapport aux questions sociales. Transition écologique et construction d'une société égalitaire sont pour nous inséparables. Chacune de ces dimensions est indispensable, mais aucune ne pourra exister sans l'autre. L'ampleur et l'aggravation de la crise écologique mondiale nous renforcent dans nos convictions et valident pleinement nos analyses et plus largement celles des écologistes radicaux, sur l'urgence écolo-climatique et la radicalité des exigences pour y répondre immédiatement.



Quatre remarques pour conclure provisoirement cette contribution :

1/ *Une transformation profonde des productions, des consommations et des modes de vie ne se heurtera pas seulement à des hésitations ou même des oppositions dans la société.*

Elle se confrontera d'abord et avant tout aux profits capitalistes et aux élites, à la concentration massive sur toute la planète des principaux pouvoirs de décision. C'est bien cette opposition fondamentale qui se reflète dans l'extraordinaire inertie des gouvernements face à l'urgence écolo-climatique et, depuis plusieurs décennies, par le bilan accablant des politiques publiques gouvernementales, quelles que soient les couleurs politiques de ces gouvernements. Dans le contexte actuel, l'écologie modérée et d'accommodement avec le système capitaliste est totalement inopérante. Si nous insistons sur l'articulation de la contestation écologique et de l'anticapitalisme, c'est bien parce qu'il n'y aura pas de réponses sérieuses à la crise écologique sans affrontement avec le système lui-même, sans ruptures avec ses logiques et sans perspective de dépassement du capitalisme. L'approfondissement de la crise écologique et la quasi-nullité des réponses à cette crise dans le champ politique peuvent alimenter, notamment dans la jeunesse, une radicalisation, élargir et accélérer la compréhension de la nécessité d'articuler contestation écologique et anticapitalisme.

2/ *Pas l'un sans l'autre : la nécessité du dépassement du capitalisme et la prise en compte de l'urgence écolo-climatique vont donc de pair, en lien étroit avec la démocratie et l'autogestion.*

Il y a donc deux illusions à rejeter : celle qui renverrait à plus tard les questions liées à la crise écologique et à l'urgence climatique, celle qui prétendrait trouver des solutions à cette crise en faisant l'économie d'un affrontement avec le système capitaliste.

3/ *Les premières réactions des pouvoirs établis au dernier rapport du GIEC laissent à penser que les énergies fossiles ont leur avenir derrière elles...*
Nous verrons ce qu'il en est réellement dans les temps à venir. Mais en France

et dans les quelques États ayant maintenu l'option nucléaire, la vigilance s'impose car le recul des énergies fossiles sera mis à profit par le lobby du nucléaire, toujours capable de le présenter comme une énergie propre. Rappelons ici notre refus ancien et constant du nucléaire civil comme militaire, pour des raisons qui tiennent à fois de l'écologie, de la sécurité des populations et de la santé publique, de la toxicité des déchets, du refus de la guerre et du militarisme, mais aussi des conséquences d'une technologie impliquant le secret et l'extrême centralisation des pouvoirs, et donc antinomique avec la démocratie et l'autogestion.

4/ *La pandémie et la crise sanitaire liées au COVID-19 provoquent de nombreux débats et leur traitement par le pouvoir suscite des inquiétudes et des révoltes souvent légitimes.*

Mais nous devons préciser ici un élément souvent oublié : le lien, précisément, entre la crise écologique et cette pandémie.

Le passage du Covid-19 des chauves-souris aux humains résulte de la pression sur les milieux naturels et plus généralement la pandémie, comme d'autres zoonoses, est liée à la crise écologique (poursuite de la déforestation, agriculture intensive et productiviste, multiplication des pollutions, chute de la biodiversité, malbouffe et fragilité de la santé des populations les plus modestes...). Sa propagation très rapide est due au développement exponentiel des transports internationaux de personnes –auxquels nous n'envisageons pas de mettre fin, mais qui ne sont pas tous écologiquement soutenables.

Si on ne fait pas le lien entre cette pandémie et la crise écologique, on se prive d'un élément explicatif majeur et on alimente l'irrationalité, le complotisme et le rejet des responsabilités selon une logique de bouc-émissaire. On cultive aussi l'illusion que cette pandémie serait la dernière. Ce serait oublier que si le système capitaliste et productiviste reste inchangé, d'autres pandémies succéderont à celle que nous subissons aujourd'hui, et les mêmes causes produiront à nouveau les mêmes effets... Un élément supplémentaire pour vouloir à la fois le dépassement du capitalisme et l'écologie ! ●

Ensemble !

Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

S'est constitué en 2013, par le rapprochement de différentes formations alors membres du Front de gauche, de militant-e-s du mouvement associatif, altermondialiste, syndical, des luttes féministes et LGBTI, des quartiers populaires, ainsi que des collectifs locaux. Nous sommes convaincus que c'est du métissage et du dépassement des cultures politiques différentes au sein de la gauche de transformation sociale que peut se créer du nouveau en politique. Ensemble ! cherche à favoriser le rassemblement politique, social et populaire, de toutes les forces prêtes à assurer la confrontation avec les classes dominantes et construire une alternative à gauche. Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société, à reconstruire un projet d'émancipation en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, un outil pour l'autoorganisation, l'unité populaire, l'autogestion. Le mouvement est constitué de collectifs locaux dans les villes et les départements, qui décident, au consensus, en permettant la participation la plus large, des modalités d'actions pour avancer vers nos objectifs communs. Celles et ceux qui ont décidé de se mettre Ensemble vous appellent à rejoindre le mouvement !

BULLETIN DE DÉBAT ET D'INFORMATION

26, rue Malmaison 93170 Bagnolet

Maquette : Gipé

Édité par la Société à responsabilité limitée SECE

(capital social : 300 euros / RCS de Bobigny : 2015B03849 /

Durée : jusqu'au 28/12/2074).



Imprimé par : Print France Offset
3, rue de l'Atlas 75019 Paris
Maquette : Gipé